

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire</b>	VII
<b>Principales abréviations</b>	IX
<b>Remerciements</b>	XIII
<b>Préface</b>	XV
<b>Introduction</b>	1

## Première partie

### Élaboration d'une conception néo-classique de l'obligation

<b>Titre 1. Le rejet des conceptions contemporaines dissidentes</b>	23
<b>Chapitre 1. Rejet de la conception objective de l'obligation</b>	25
<b>Section 1. Exposé de la conception objective de l'obligation</b>	26
<b>Section 2. Critique de la conception objective de l'obligation</b>	28
<b>Sous-section 1. Une utilité incertaine</b>	28
§ 1. Une fausse rupture	28
§ 2. Des applications contestables	31
<b>Sous-section 2. Une portée limitée</b>	35
<b>Chapitre 2. Rejet de la conception dualiste de l'obligation</b>	37
<b>Section 1. Exposé de la conception dualiste de l'obligation</b>	38
<b>Sous-section 1. L'origine de la conception dualiste</b>	38
§ 1. Une controverse allemande	38
§ 2. L'appel à l'histoire du droit allemand	40
<b>Sous-section 2. L'extension de la conception dualiste</b>	43
§ 1. La transposition au droit romain	44
§ 2. L'irruption en droit français	50
<b>A. La reconstruction théorique de l'obligation</b>	50
1° La reconstruction technique	51
a) Une nouvelle structure	51

b) Un nouveau fonctionnement	54
2° La reconstruction socio-économique	58
B. Les applications ponctuelles de la théorie	60
<b>Section 2.</b> Critique de la conception dualiste de l'obligation	62
<b>Sous-section 1.</b> Critique historique	63
§ 1. Une évolution introuvable	63
A. Un postulat mis en doute	64
B. Un développement contesté	67
§ 2. Une méthode critiquée	71
<b>Sous-section 2.</b> Critique dogmatique	74
§ 1. Incohérences liées à la structure proposée	74
§ 2. Incohérences liées à l'application de la structure proposée	77
<b>Titre 2.</b> Le dépassement de la conception classique	81
<b>Sous-titre 1.</b> La généalogie de la définition classique	83
<b>Chapitre 1.</b> Le contenu romain : l'astriction du débiteur	85
<b>Section 1.</b> Les origines de la définition romaine	85
<b>Sous-section 1.</b> L'absence de notion unitaire d'obligation	88
§ 1. Les engagements volontaires primitifs	88
§ 2. Les compositions légales de la loi des XII Tables	90
<b>Sous-section 2.</b> Les caractères de la sujétion des « obligés »	93
§ 1. Une sujétion physique	94
§ 2. Une sujétion collectivement organisée	96
<b>Section 2.</b> La systématisation de la définition romaine	97
<b>Sous-section 1.</b> La construction de la définition	97
§ 1. La conceptualisation de l'obligation en droit romain classique	102
A. La formation de la notion	104
1° La multiplication des situations obligatoires	105
2° La naissance de l'idée d'obligation	106
a) L'obligation abstraite des Institutes de Gaius	106
b) Les définitions de la fin du Haut-Empire	108
B. Les caractères de la notion	109
1° Une notion objective	109
a) Une vision subjective inconcevable	109
b) Une description objective de la situation du débiteur	114
2° Une notion limitée	117

§ 2. La formalisation de la définition au Bas-Empire	118
A. Une définition objective	120
B. Un progrès relatif	125
<b>Sous-section 2. La stagnation de la définition</b>	127
§ 1. Les invasions barbares et la féodalité	127
§ 2. Le Haut Moyen Âge et l'Ancien Régime	129
A. Le retour de l'influence romaine	129
1° La renaissance du droit romain	130
a) Le retour de l'obligation	131
b) Les germes de l'évolution	133
2° La romanisation du droit coutumier	135
B. La résistance du droit canon	137
<b>Chapitre 2. L'apport romaniste : le droit subjectif du créancier</b>	141
<b>Section 1. L'invention du droit subjectif</b>	142
<b>Section 2. La transformation de l'obligation romaine</b>	146
<b>Sous-section 1. L'apparition du droit personnel de créance</b>	147
<b>Sous-section 2. L'extension du domaine de l'obligation</b>	154
§ 1. La réception du consensualisme	154
§ 2. La réception du principe général de responsabilité	155
<b>Chapitre 3. La réduction à l'unité : les deux faces d'un même objet</b>	159
<b>Section 1. L'inversion de la définition romaine</b>	160
<b>Sous-section 1. La réception des acquis historiques</b>	160
§ 1. Par les rédacteurs du Code civil	160
§ 2. Par la doctrine du XIX <sup>e</sup> siècle	161
<b>Sous-section 2. La prédominance progressive de la créance</b>	163
<b>Section 2. La fusion du droit et du lien</b>	165
<b>Sous-titre 2. La correction de la définition classique</b>	169
<b>Chapitre 1. La nécessité de la correction : le caractère binaire de l'obligation</b>	173
<b>Section 1. La dette, norme objective imposant l'exécution</b>	174
<b>Sous-section 1. La dette, norme objective individuelle</b>	175
§ 1. Une norme objective	175
§ 2. Une norme individuelle	181

<b>Sous-section 2.</b> La dette, norme objective autonome	185
<b>Section 2.</b> La créance, droit subjectif à l'exécution	190
<b>Sous-section 1.</b> Le contenu du droit subjectif du créancier	194
§ 1. Le droit de recevoir	194
A. La consistance du droit de recevoir	194
B. La protection du droit de recevoir	196
§ 2. Le droit d'exiger	197
<b>Sous-section 2.</b> L'objet du droit subjectif du créancier	202
§ 1. Réfutation des positions existantes	203
A. Le droit du créancier ne porte ni sur le débiteur ni sur son patrimoine	203
B. Le droit du créancier ne porte pas directement sur la prestation	206
§ 2. Exposé de la position retenue	206
<b>Chapitre 2.</b> Le contenu de la correction : l'obligation comme droit subjectif à l'exécution d'une norme de comportement	209
<b>Section 1.</b> La définition de l'activité du débiteur, objet de la dette	210
<b>Sous-section 1.</b> Les sujets de l'obligation	210
§ 1. L'adressataire de la norme	210
§ 2. Le bénéficiaire de la norme	211
<b>Sous-section 2.</b> Le comportement obligatoire	212
§ 1. La définition de la prestation	212
A. Prestation monétaire	215
B. Prestation en nature	216
§ 2. La localisation spatio-temporelle de la prestation	217
A. Le lieu d'exécution	217
B. Le temps de l'exécution	218
1° Le terme suspensif	219
2° La durée de l'exécution	221
<b>Section 2.</b> L'attribution de l'activité du débiteur, objet de la créance	223
<b>Sous-section 1.</b> La créance : un titre d'appropriation	224
§ 1. Paiement en argent	224
§ 2. Paiement en nature	227
<b>Sous-section 2.</b> La créance : un titre d'exécution	227
<b>Conclusion de la première partie</b>	230

## Seconde partie

### Conséquences de la conception néo-classique de l'obligation

<b>Titre 1. L'obligation et sa sanction</b>	233
<b>Sous-titre 1. Le droit commun de la sanction de l'obligation</b>	237
<b>Chapitre 1. La définition de la sanction de l'obligation</b>	239
<b>Section 1. Sanction de l'obligation et sanction du contrat</b>	240
<b>Sous-section 1. La nécessité de la distinction</b>	240
§ 1. La distinction entre norme contractuelle et obligation	240
§ 2. La coexistence de deux ensembles normatifs	243
<b>Sous-section 2. L'opportunité de la distinction</b>	244
§ 1. La recherche d'une cohérence	244
§ 2. La distribution proposée	247
<b>Section 2. Dualité de principe de la sanction de l'obligation</b>	248
<b>Sous-section 1. L'exécution forcée, sanction attachée à l'élément créance</b>	249
§ 1. La relecture du droit de l'exécution forcée	250
A. La possibilité générale de condamner à l'exécution	250
B. Le fondement de l'exécution forcée	257
§ 2. Le critère de l'exécution forcée	260
A. Définition du critère	261
B. Application du critère	262
<b>Sous-section 2. La réparation, sanction attachée à l'élément dette</b>	265
<b>Chapitre 2. Les garanties de la sanction de l'obligation</b>	271
<b>Section 1. Les garanties habituelles de la sanction de l'obligation : le « droit de gage général » et ses accessoires</b>	272
<b>Sous-section 1. Le « droit de gage général »</b>	272
§ 1. La notion de patrimoine	273
§ 2. L'autonomie du « droit de gage général »	279
<b>Sous-section 2. Les accessoires du « droit de gage général »</b>	288
§ 1. Les accessoires du Code civil	289
A. L'action paulienne	289
1° Indépendance par rapport au droit de créance	289
2° Application à des situations juridiques n'impliquant pas l'existence d'une obligation	290

B. L'action oblique	292
§ 2. Les mesures conservatoires	294
<b>Section 2.</b> La garantie exceptionnelle de la sanction de l'obligation : l'action directe en paiement	296
<b>Sous-section 1.</b> Nature de l'action directe en paiement	298
<b>Sous-section 2.</b> Régime de l'action directe en paiement	301
§ 1. Conséquences de l'autonomie du droit du créancier	302
A. Autonomie par rapport à la créance principale	302
B. Autonomie par rapport à la créance immobilisée	304
§ 2. Conséquences de l'unicité de la dette	306
<b>Sous-titre 2.</b> Le droit spécial de la sanction de l'obligation	309
<b>Chapitre 1.</b> L'obligation naturelle	311
<b>Section 1.</b> Mécanisme de l'obligation naturelle	312
<b>Sous-section 1.</b> Le constat d'un désordre	313
§ 1. L'ambivalence de la notion	313
§ 2. L'incertitude du régime	314
<b>Sous-section 2.</b> La remise en ordre proposée	318
§ 1. La distinction de l'obligation naturelle et des devoirs moraux	319
§ 2. L'analyse néoclassique de l'obligation naturelle	323
<b>Section 2.</b> Applications	324
<b>Sous-section 1.</b> L'obligation imparfaite résultant de la prescription	324
§ 1. L'absence d'effet de la prescription sur la dette	325
§ 2. La mesure de l'effet de la prescription sur la créance	325
<b>Sous-section 2.</b> Les obligations imparfaites du droit des entreprises en difficulté	333
§ 1. La remise consentie par un créancier au sein d'un plan de redressement ou de sauvegarde	333
§ 2. La clôture de la liquidation judiciaire du débiteur principal pour insuffisance d'actif	337
<b>Chapitre 2.</b> L'obligation à sanction dérogatoire	343
<b>Section 1.</b> Le rejet du concept d'incombance	344
<b>Sous-section 1.</b> La dualité de l'incombance	344
§ 1. Le concept originel	344
§ 2. Les déformations du concept originel	346
A. Le dualisme suisse	346
1° Les incombances <i>stricto sensu</i>	347

2° Les incombances <i>lato sensu</i>	351
B. L'éclatement français	354
<b>Sous-section 2.</b> L'inutilité de l'incombance	356
§ 1. Les incombances <i>stricto sensu</i> : des charges	356
A. Le concept de charge	357
B. La sanction de la charge	363
1° Éviction des sanctions extinctives habituelles	363
2° Éviction de la déchéance	365
a) Identification de la déchéance	365
b) Rejet de la déchéance	374
§ 2. Les incombances <i>lato sensu</i> : des obligations	375
<b>Section 2.</b> Les figures de l'obligation à sanction dérogatoire	376
<b>Sous-section 1.</b> Les dérogations contractuelles	376
<b>Sous-section 2.</b> Les dérogations légales	378
§ 1. L'obligation à sanction atténuée	378
A. Atténuations d'esprit technique	378
1° Les obligations d'information de la caution	378
2° L'obligation de payer la prime d'assurance-vie	384
B. Atténuation d'esprit moral	387
1° Décourager des conduites non prohibées par ailleurs	387
2° Épargner certains débiteurs	389
§ 2. L'obligation à sanction renforcée	390
<b>Titre 2.</b> L'obligation et son régime	395
<b>Chapitre 1.</b> La date de naissance de créances contractuelles	397
<b>Section 1.</b> L'insuffisance des théories existantes	398
<b>Sous-section 1.</b> La théorie volontariste	399
§ 1. Exposé de la théorie volontariste	399
§ 2. Critique de la théorie volontariste	403
<b>Sous-section 2.</b> La théorie matérialiste	404
§ 1. Exposé de la théorie matérialiste	404
§ 2. Critique de la théorie matérialiste	407
<b>Section 2.</b> Essai d'une théorie alternative	411
<b>Sous-section 1.</b> Construction de la théorie	411
§ 1. Les théories alternatives existantes	412
§ 2. La théorie alternative proposée	416

A. Nombre d'occurrences déterminé	417
1° Occurrence unique	418
2° Occurrences multiples	419
B. Nombre d'occurrences indéterminé	421
<b>Sous-section 2.</b> Application de la théorie	423
<b>Chapitre 2.</b> La circulation de l'obligation	431
<b>Section 1.</b> Les cessions proprement dites	431
<b>Sous-section 1.</b> La cession de créance	431
§ 1. Le domaine de la cession de créance	432
§ 2. Les effets de la cession de créance	434
A. La transmission des actions attachées à la créance	434
B. L'opposabilité des exceptions	435
<b>Sous-section 2.</b> La cession de dette	438
§ 1. Une cession introuvable	438
A. En droit français	439
B. Dans les droits voisins	441
§ 2. Une cession impensable	444
<b>Section 2.</b> La délégation	445
§ 1. Les difficultés rencontrées	446
A. L'opposabilité des exceptions	447
1° Les exceptions tirées du rapport délégant-délegué	447
2° Les exceptions tirées du rapport délégant-délégataire	448
B. Le régime des créances préexistantes	451
1° La créance du délégataire contre le délégant	451
2° La créance du délégant contre le délégué	451
§ 2. Les solutions proposées	453
A. L'inopposabilité des exceptions	453
B. L'indépendance des créances préexistantes	455
1° Le sort de la créance du délégataire contre le délégant	455
2° Le sort de la créance du délégant contre le délégué	456
<b>Chapitre 3.</b> L'extinction de l'obligation	459
<b>Section 1.</b> L'extinction par satisfaction indirecte	459
<b>Sous-section 1.</b> La compensation	459
§ 1. Élucidation technique	460
§ 2. Conséquences	463

A. Absence d'effet de plein droit	463
B. Unité du mécanisme compensatoire	468
1° Compensations conventionnelle et judiciaire	468
2° Compensation de dettes connexes	472
a) Une origine commune	474
b) De fausses dérogations	479
<b>Sous-section 2. La confusion</b>	<b>483</b>
<b>Section 2. L'extinction sans satisfaction</b>	<b>486</b>
<b>Sous-section 1. L'extinction totale : la remise de dette</b>	<b>486</b>
§ 1. La nature de la remise de dette	486
§ 2. Les effets de la remise de dette	490
<b>Sous-section 2. L'extinction partielle : la remise des poursuites</b>	<b>490</b>
§ 1. La renonciation à un droit	491
§ 2. Le sort des cautions	493
<b>Conclusion de la seconde partie</b>	<b>496</b>
<b>Conclusion générale</b>	<b>499</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>503</b>
<b>Index alphabétique</b>	<b>537</b>